



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

En Guyane comme ici, la force des ouvriers, ce sont les grèves et les manifestations

Bulletin du NPA Poste - 29 mars 2017



Département français dédaigné des médias, la Guyane fait la Une ces jours ci. Tout simplement parce que **la population a lancé une grève générale depuis ce lundi 27 mars, de façon illimitée.** La population, mobilisée, fait éclater sa colère depuis le 20 mars devant la situation insupportable qui lui est faite. La colère est si forte que la délégation envoyée par le gouvernement samedi de métropole n'a trouvé personne pour parler avec elle ! Ras-le-bol des palabres. Ce que veulent les grévistes et leurs représentants, c'est voir les décideurs, c'est à dire les ministres de l'intérieur, des finances, de la santé, de l'éducation nationale et de l'outre mer en personne ! *"Cela fait des années que nous parlons et des années que nous ne sommes pas entendus et pas écoutés"* a déclaré le leader de la CGT. Les gouvernements qui se sont succédé ont tous fait des promesses que nul n'a tenu.

Un département français laissé pour compte

Ce département d'outre mer manque de tout : **des milliers de gens n'ont pas accès normalement à l'électricité et à l'eau courante. Les classes sont surchargées et le manque d'enseignants criant. L'offre de soins est notoirement insuffisante,** et l'annonce de la cession du centre médico-chirurgical de Kourou à un groupe privé n'est pas passée. Au point que la ministre de la santé, dans l'urgence, est revenue sur cette cession. Mais c'était déjà trop tard. Pas étonnant dans ce cas que le collectif "Pou Lagwiyan dekolé" (pour que la Guyane décolle) estime que les Guyanais sont considérés comme des citoyens de seconde zone, et réclament un rattrapage massif. Car des moyens il y en a pour lancer des fusées au centre spatial de Kourou !

La force des ouvriers

Ce mouvement dans une ex-colonie française fait penser à celui des Antilles en 2009, où le mouvement a duré 40 jours contre la "pwofitasyon", avec à sa tête le LKP (union contre

les exploiters). Le parallèle qui s'impose est que **les grèves ouvrières constituent la colonne vertébrale de tout le mouvement.** Lequel a commencé avec la grève d'EDF, pour se propager à tous les secteurs d'activité et aboutir à cette grève générale, dont on voit la force à travers tous les reportages.

Un candidat ouvrier pour dénoncer l'exploitation ici en métropole

En ce moment, en France, c'est la campagne électorale, avec des "grands" candidats qui tous n'ont d'intérêt que de favoriser les grandes entreprises et d'imposer de plus en plus d'austérité à la population. Si nous n'en sommes pas encore au niveau de la Guyane, ici aussi, les services publics se dégradent, les patrons se gavent de subventions, les actionnaires empochent des dividendes à deux chiffres. Alors que la majorité de la population voit ses conditions de vie et de travail s'aggraver.

Les travailleurs guyanais ont bien raison de s'insurger. C'est la seule façon de se faire entendre. Dans ces élections, c'est ce que nous défendons : c'est à la population de prendre ses affaires en mains, sans faire confiance à tous ces politiciens professionnels qui nous ont toujours roulé dans la farine.

Notre premier tour social, le 22 avril

Des luttes, il y en a ici aussi, nombreuses pour s'opposer à tous les reculs qu'on veut nous faire subir. Il serait important de faire converger tous ces mouvements dans un grand mouvement d'ensemble. C'est le sens de l'appel lancé par plusieurs syndicats CGT (Info Com, Goodyear, Énergie Paris) et Sud Poste 92, et rejoints par d'autres syndicats et collectifs militants, pour **reprendre la rue et manifester à Paris le 22 avril, veille du premier tour de l'élection présidentielle !** C'est aussi le sens de la candidature de Philippe Poutou, seul ouvrier parmi tous les candidats, qui explique qu'il faut retrouver les solidarités, renouer avec les luttes.

La Poste s'acharne pour licencier Gaël (SUD Poste 92)

Mardi 28 mars, Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Poste 92 passait en Cour d'Appel du Tribunal Administratif de Versailles, pour des faits de grève datant de 2010. Une affaire déjà jugée 3 fois : à l'Inspection du Travail, par le Ministre du Travail et par le Tribunal Administratif. 3 fois, le licenciement de Gaël avait été refusé. Pourquoi ce nouvel appel ?

Les postiers du 92 ont obtenu de nouvelles victoires juridiques qui entravent la mise en place des réorganisations et qui interdisent la mise en place dans le 92 des «nouveaux services». **Les grèves victorieuses combinées à ces victoires juridiques sont un caillou dans la chaussure pour La Poste**, car elles pourraient faire « jurisprudence » et fournir un point d'appui un peu partout pour mettre en cause la politique actuelle de La Poste, avec son accord «Facteurs» honteux signé par CFDT, CGC, CFTC et FO.

De plus, SUD Poste 92 fait partie des initiateurs du « Premier tour social », manifestation qui aura lieu à la veille du premier tour des élections présidentielles et dont l'objectif est de regrouper les luttes et les équipes combattives.

200 personnes se sont donc rassemblées le 28 mars devant le tribunal. Le Rapporteur Public a demandé d'annuler les refus de licenciement prononcés par le TA et par le Ministre du Travail. La décision sera connue le 25 avril. Au cas où le refus de licenciement serait annulé, une nouvelle enquête de l'Inspection du Travail aurait lieu.

Les militantes et militants de SUD Poste 92 se préparent au pire des cas : qu'un licenciement de Gaël finisse par être prononcé. **Mais ils ont expliqué au rassemblement à Versailles qu'ils allaient se donner les moyens pour que Gaël et Sud Poste 92 continuent d'intervenir dans les centres postaux (et ailleurs) quoi qu'il arrive, et que ce sont aux travailleuses et aux travailleurs de choisir leurs représentants syndicaux et à personne d'autres !**

Après la grève du 21 mars à La Poste

Plus de 3 mois après la dernière grève intersyndicale nationale à La Poste (qui avait eu lieu le 8 décembre dernier) et quelques semaines après la signature du catastrophique accord sur le « métier de facteur », une nouvelle journée de grève a eu lieu le 21 mars. Même s'il est difficile de connaître avec précision le taux de grève, le nombre de grévistes le 21 mars

était comparable à celui du 8 décembre... alors que du côté des directions syndicales, rien n'avait été fait pour qu'elle réussisse.

En effet, la pression des équipes combattives avait contraint la direction de la FAPT CGT à exercer son droit d'opposition face à l'accord Facteurs. Et la direction de SUD a été obligée de proposer une journée de grève en mars, là encore sous la pression des militants combattifs. C'est ce qui a débouché sur l'appel SUD-CGT le 21 mars.

Mais appeler sur le papier à une grève nationale tous métiers, et réellement chercher à mobiliser à l'échelle nationale, ce sont deux choses différentes ! Car au même moment où officiellement SUD et la CGT étaient en train de préparer une grève nationale tous métiers, un appel à la grève a été relayé dans les PIC le 7 mars, une grève chez les conseillers bancaires a eu lieu le 14 mars... et plusieurs Centres Financiers ont été appelés à la grève le 20 mars. On peut comprendre qu'il ait été difficile de raccrocher la mobilisation des conseillers bancaires à celles des autres postiers, étant donné le manque d'habitude de luttes collective de ce secteur, qui a néanmoins montré le 14 mars que lui aussi pouvait faire grève de manière importante (autour de 40% de grévistes au niveau national, majoritaire dans la Loire, le 33, en Basse-Normandie...). **Mais additionner les grèves sectorielles à la veille du 21 mars, quel sabotage !** Pour couronner le tout, la CGT a pris prétexte d'une journée de mobilisation dans la métallurgie le 21 mars pour ne pas appeler en commun avec SUD au rassemblement devant le Siège de l'entreprise, du moins en Région Parisienne.

Pourtant, cette grève a été utile. Devant le Siège, une centaine de camarades de plusieurs départements, en particulier du 77, du 91, du 94 et du 92 étaient présents. La présence de militants de la CGT (notamment de Paris 15) a également été remarquée. Et lors de ce rassemblement, **des perspectives ont été proposées : celle de se battre pour une future vraie journée de grève à La Poste, et celle de se mobiliser de manière visible en tant que postiers aux côtés des autres secteurs en lutte lors de la manifestation du «Premier Tour social» le 22 avril.** En somme, ce rassemblement devant le Siège a permis à une échelle modeste de montrer à tous les participants qu'il était possible de dépasser les barrières entre départements et syndicats pour aller vers une mobilisation d'ensemble.



**Nouveau Parti Anticapitaliste
secteur Poste**